socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE N° 503, 1,50 F JEUDI 1" JUILLET 1971



Une nouvelle étape

Michel Rocard

Le septième congrès du P.S.U. marque une nouvelle étape importante dans son histoire. Le P.S.U. a une certaine habitude des congrès difficiles, il a montré à tous ses adversaires qu'il savait les assumer.

Le débat fut en effet vigoureux. S'il le fut, cela ne tient pas seulement à la conviction des délégués, cela tient surtout au fait que les problèmes à l'ordre du jour étaient les problèmes essentiels qui se posent au mouvement révolutionnaire dans son ensemble, et pas seulement au P.S.U.

On s'est, paraît-il, beaucoup ennuyé au conseil national de l'U.D.R.: voilà où mène l'absence de démocratie, l'absence de débats idéologiques sérieux; la règle vaut même pour un parti de droite. Une journaliste a pu écrire au contraire que le P.S.U. est le seul partie de France où la discussion soit possible et réelle. C'est une appréciation qui honore un parti révolutionnraire.

Georges Marchais pose ironiquement la question de savoir si un parti divisé peut être révolutionnaire. Il semble avoir oublié là la grande leçon de 1917. Il oublie aussi que le P.S.U. a largement montré depuis des années sa double capacité de trancher nettement les choix auxquels il est affronté et de rester fort homogène dans la lutte : la cohésion remarquable du P.S.U. en mai 1968 s'est révélée onze mois seulement après un congrès, le 5°, beaucoup plus difficile encore que le 7°. Conseillons à Georges Marchais de ne pas prendre ses désirs pour des réalités.

Notre débat s'est noué à partir des assemblées ouvrières et paysannes convoquées à l'invitation du P.S.U. C'est en effet l'expérience directe des travailleurs à travers leurs luttes qui est à nos yeux la clé de la progression du mouvement révolutionnaire. Et ce sont très logiquement ces luttes menées par nos camarades des secteurs productifs qui les ont amenés à s'interroger, et à se partager sur la tactique à suivre vis-à-vis du parti communiste, sur le rôle des militants révolutionnaires dans le mouvement syndical et sur bien d'autres questions de la même importance, notamment celle des bases sociales du mouvement révolutionnaire. Cette confrontation des ouvriers et des paysans du parti et des militants qui luttent à leurs côtés a utilement défini les points qui faisaient difficulté. La contribution des textes d'orientation proposés dans la phase suivante a permisde situer ces clivages par rapport aux débats de fond qu'il faut ouvrir au sein du mouvement révolutionnaire : Quelle analyse faisonsnous de la période que nous vivons? Faut-il un programme révolutionnaire et de quelle nature? Enfin, autour de quelle stratégie cohérente le mouvement révolutionnaire doit-il organiser son action?

Depuis trois ans qu'une alternative révolutionnaire a retrouvé une activité en France et dans une grande partie de l'Europe occidentale, le mouvement révolutionnaire n'a pas encore pu faire la preuve de sa crédibilité politique. Il n'y a pas certes lieu de s'en étonner. L'histoire du mouvement ouvrier est là pour nous rappeler qu'avant de pouvoir traduire par leurs objectifs, par leur pratique et par leur organisation leur force politique, les

révolutionnaires expérimentent les erreurs de l'opportunisme ou du gauchisme. Encore fautil pour permettre une avancée du mouvement, un dépassement du gauchisme sans rien perdre de sa combativité, que les militants révolutionnaires prennent la mesure de leurs responsabilités. Ouvrir une perspective révolutionnaire dans des pays de haut niveau de développement économique, où l'exercice du pouvoir exige de l'Etat bourgeois un recours croissant à la domination idéologique, où le prolétariat doit pour assurer sa cohésion politique résoudre des contradictions secondaires mais réelles en son sein, constitue une tâche considérable que nous mésestimons trop souvent. Il ne suffira pas de créer un parti révolutionnaire en France pour que l'ensemble des travailleurs s'y rallient. L'avancée organisationnelle du mouvement est liée à la capacité qu'auront les masses elles-mêmes de se déterminer politiquement. Sur ce point le débat insuffisant mais déjà riche du congrès sur le mouvement politique de masse constitue une avancée importante.

Un débat essentiel a porté sur l'analyse de la période que nous traversons. En affirmant clairement qu'à ses yeux la crise actuelle du capitalisme ouvre une période historique de nature révolutionnaire, le P.S.U. confirme la réflexion du congrès de Dijon et se situe comme partie intégrante du mouvement révolutionnaire. Mais en disant aussi qu'à court terme la situation en France n'est pas révolutionnaire, le P.S.U. fait apparaître la nécessité d'une stratégie cohérente, qui sache à la fois animer la lutte de classes sur tous les fronts où elle se présente, et consolider ses avancées en essayant de rendre durable le rapport de forces obtenu.

C'est dans ce cadre que se situe la politique de recherche de l'unité des travailleurs que le P.S.U. a définie. La stratégie réformiste du parti communiste interdit aux révolutionnaires tout accord commun de gouvernement avec lui, toute perspective stratégique commune. Il nous faut en revanche rechercher des accords tactiques sur chaque front de lutte où cela est possible, sans mettre en cause en quoi que ce soit la ligne révolutionnaire. C'est ainsi que le P.S.U. fera la double preuve de la sûreté de son orientation et de sa volonté d'unité réelle des travailleurs. Les militants influencés par le parti communiste seront de ce fait mieux éclairés sur la politique réelle suivie par le P.C.F.

De la même manière, une stratégie révolutionnaire dans les entreprises est incompatible avec la notion de partage du travail et d'accords de sommet entre organisations politiques et syndicales. En revanche les militants révolutionnaires doivent contribuer à ouvrir dans le mouvement syndical, qu'il faut renforcer en tant qu'instrument de défense des travailleurs, le débat sur le sens politique de la stratégie syndicale.

Enfin un des apports importants du congrès consiste à souligner l'importance d'un programme révolutionnaire capable d'assurer la convergence des luttes en même temps que la crédibilité du projet socialiste.

Sur tous les points le débat a donc permis une clarification et une avancée qui se traduisent à la fois par une tentative de dépassement de la phase gauchiste du mouvement révolutionnaire marquée par les dangers de la mythification et du volontarisme, et par l'ouverture des débats de fond qui doivent permettre de résoudre autrement que par une phrase facile le problème de l'échec de la quasi-totalité des expériences socialistes.

Qu'il s'agisse du problème du parti unique de la dictature du prolétariat ou des moyens de la prise du pouvoir, notre parti a ouvert le débat et pris des positions, qui si elles ne sont ni définitives ni toujours très précises, montre qu'enfin le problème de la liberté est posé comme enjeu central du passage au socialisme.

Toutefois les travailleurs sont en droit d'attendre de nous une pratique cohérente avec nos orientations. C'est sûrement le mandat le plus clair qu'ait reçu la majorité que d'assurer le caractère démocratique de notre pratique. Il ne servirait à rien de parler de liberté et de prolétarisation si nous nous caractérisions dans les faits par une domination de la surenchère verbale d'intellectuels.

Les responsabilités historiques du parti et donc celles de tous ses militants sont grandes; car la clarification effectuée ne s'est pas faite sans mal. Elle ne doit en aucun cas être un recul. Cela dépend des militants dont l'orientation a été approuvée par le congrès, mais tout autant des autres camarades. C'est dans ses prochaines luttes, sur le terrain, comme en préparant le débat sur le programme révolutionnaire et le débat sur notre stratégie internationale, que le P.S.U. fera la preuve de sa solidité réelle, la preuve qu'il sait faire les choix que lui impose la période et en tirer les moyens d'un renforcement du courant révolutionnaire.



Proposition de 10 campagnes unifiantes du mouvement révolutionnaire

L'unité des révolutionnaires dans les luttes est un problème fondamental dans l'avancée de la perspective de construction du parti révolutionnaire.

A cette fin, le P.S.U. propose à l'ensemble des courants révolutionnaires dix campagnes. Le P.S.U. examinera dans de prochaines instances le bilan de ces campagnes à la lumière de la pratique du courant et des groupes révolutionnaires.

Il s'agit d'une lutte politique essentielle mais qui ne peut être menée avec succès que si, parallèlement, progresse l'unité des révolutionnaires dans l'action de masse. Il faut pour cela que soient surmontés toutes les maladies infantiles, l'antisyndicalisme de principe, l'apolitisme anarchisant, les préoccupations individualistes confondant libération personnelle et libération sociale. Pour obtenir ce résultat, le parti doit aussi intervenir activement pour que les forces révolutionnaires se retrouvent autour d'un certain nombre de thèmes-clés:

- 1) L'unité avec les travailleurs immigrés.
- 2) La lutte contre la hiérarchie et pour le contrôle ouvrier.
- 3) La lutte contre le développement inégal des régions et le droit à l'auto-organisation contre le pouvoir central capitaliste.
- 4) La lutte des paysans prolétarisés et paupérisés contre la propriété foncière op-

pressive, et pour l'organisation commune du travail de la terre (propriété collective du sol, répartition collective de la rente foncière, dépassement de la coopération capitaliste).

- 5) La lutte contre la tutelle des systèmes de formation capitaliste sur l'éducation et contre la ségrégation sociale qu'elle entraîne
- 6) La lutte pour l'unité et la démocratie ouvrières dans le but de permettre aux travailleurs de s'affirmer dans la lutte.
- 7) La lutte contre toute les discriminations et les contraintes particulières dont sont victimes les femmes dans les domaines juridique, professionnel et familial.
- 8) La lutte contre l'utilisation capitaliste du cadre de vie et contre l'oppression à laquelle elle donne lieu.
- 9) La lutte contre la dégradation des transports publics.
- 10) La lutte pour l'émancipation de la jeunesse.

Tous ces thèmes peuvent avoir une signification unifiante à partir du moment où ils sont débattus, approfondis, testés dans l'action et conçus comme appelant à la coordination de couches diverses face à un même adversaire de classe et face à tous ceux qui cherchent à esquiver les raisons fondamentales du malaise social.



Communiqué du Bureau National

Le 7e Congrès du P.S.U. a élu, dans les conditions prévues par les statuts, une direction politique nationale de 68 membres. Réunie aussitôt après la clôture du congrès, la D.P.N. a élu successivement :

Michel Rocard, comme secrétaire national du parti.

Daniel Frachon, comme trésorier national.

Elle a désigné ensuite un Bureau national restreint, qui comprend en outre : Robert Chapuis, Daniel Frachon, Christian Guerche, Bernard Jaumont, François Moreau, Jacques Pietri, Basile Volokhine. Ce Bureau national sera complé-

Ce Bureau national sera complété par la D.P.N. lors de sa prochaine réunion en septembre.

La D.P.N. a également désigné :

un responsable du secteur agricole : Bernard Lambert ;

une commission provisoire de la D.P.N. pour le secteur « entreprises » qui comprend les camarades André Barjonet, Abraham Behar, Yves Bucas, Pierre Régnier, Marin, Guy Praxelle, et Basile Volokhine assurant la coordination et la liaison avec le Bureau national.

La D.P.N.

Elus sur le texte ROCARD

Rocard Guerche Chapuis Heurtin Frachon Gancel Piétri De la Fournière Codo Vanaire Degorce Meunier Vayssade Pane - Claud Féran Schulbaum Letertre

Gallus Ranou Le Garrec Le Guelte Brana Beneteau Hercet Garnier Moreau Trenac Salgues Verlhac Saigre Boulloud Soulages Jocker Volokhine

Elus sur le texte GILLET :

Behar Carette Thérèse
Praxelle Fontès
Bucas-Français Frémeaux
Desjardins Dalbert
Barjonet Leclerc
Brosse Colin

Elus sur le texte SIMON :

Boulet Parys
Bridier Régnier
Craipeau Rival
Delpirou Simon

Kergoat

Elus sur le texte ANCEL :

Boedard Caro Frévaque Ancel Peurière Hugard Tanguy

Elus au titre

du secteur agricole :

Dolias Mallet
Frogé Ottogali
Guillien Magguy
Lambert Feyfant

Pour

une

orientation

révolutionnaire

Résolution adoptée par 316 mandats (53 %)

Depuis l'année 1960 et la fin de la période de reconstruction, le capitalisme est entré dans une phase de crise touchant l'ensemble de son fonctionnement. Les conflits qui se produisent dans le monde entier entre les intérêts nationaux et la stratégie internationale du grand capital provoquent une inflation déchaînée. Partout se développent contre l'impérialisme des luttes de peuples qui parviennent à mettre en échec comme au Vietnam la puissance américaine. En Europe occidentale, la crise du système capitaliste se traduit par une mise en cause des rapports sociaux dans l'entreprise et hors de l'entreprise; par exemple par un refus massif de la jeunesse d'accepter la société telle qu'elle est. Le pouvoir n'a d'autre choix que de réprimer toutes ces aspirations nouvelles. Il dispose pour ce faire de l'arsenal répressif mais aussi des appareils d'oppression idéologique (école-presse-hiérarchie sociale-cadre familial traditionnel) contre lesquels apparaissent des formes nouvelles de lutte. Faute de réussir cette opération, le capitalisme essaie parallèlement de se concilier par des avantages salariaux certaines catégories d'ouvriers.

Le caractère révolutionnaire de la période historique ne signifie nullement que le capitalisme ne puisse encore faire face à des épreuves passagères ou encore développer, fut-ce au prix de contradictions croissantes, un certain essor économique ou technique. Son écroulement n'est pas automatique.

Cela ne signifie pas, non plus, et bien au contraire, que la capacité de résistance de la bourgeoisie capitaliste ne constitue toujours un obstacle d'autant plus redoutable que ni la conscience révolutionnaire des masses, ni le niveau des luttes ne sont homogènes. Que la période soit objectivement révolutionnaire ne veut pas dire que la situation actuelle immédiate de la France le soit aujourd'hui; mais cela veut

dire qu'elle peut le devenir.



C'est pourquoi la tâche de l'heure pour des révolutionnaires est non seulement de fournir une réponse claire aux questions que pose le mouvement réel des masses, mais encore de leur fournir les moyens de cette réponse.

Une stratégie révolutionnaire capable de réussir doit s'efforcer d'exprimer la totalité de ce mouvement et non seulement à un moment déterminé de celui-ci qu'on baptise — à la hâte — « significatif » simplement parce qu'il colle avec les schémas intellectuels où les sentimentalismes de type spontanéiste.

Cela est d'autant plus nécessaire que dans la phase de réorganisation capitaliste accélérée que connaît la France, les situations comme les types de lutte sont aujourd'hui très diversifiées. A côté de conflits de type classique portant sur les salaires et les revendications traditionnelles, on voit se développer des ripostes de type nouveau dans les objectifs comme dans les formes d'action. C'est le cas en particulier des luttes menées contre l'organisation du travail et de la hiérarchie, engagées plus souvent qu'autrefois dans des assemblées de travailleurs qui décident des ac-tions à mener. C'est dans ce cadre qu'on peut parler d'une montée des luttes dans la mesure où de larges fractions de la classe ouvrière prennent en main la conduite de leurs actions et posent le problème des perspectives de leurs luttes par rapport à un type de société.

Dans cette situation, les responsabilités du Parti Socialiste Unifié sont essentielles. Il lui appartient de travailler à la constitution d'un pôle révolutionnaire, pour les militants chaque jour plus nombreux qui acquièrent dans la lutte la conscience de l'opposition et de l'exploitation capitaliste.

Il contribuera ainsi à ouvrir la perspective du pouvoir des travailleurs, non pas de l'extérieur, mais à travers les luttes de masse ellesmêmes. Ce sera la tâche de la direction du parti de conduire la stratégie que requiert cette perspective, sur la base des grandes crientations définies par le congrès à partir de l'examen des textes des A.R.O.P.

Sur le mouvement politique de masse

- 1. Le mouvement politique de masse n'est pas une façon d'oublier ni de nier la réalité organisationnelle présente du mouvement ouvrier.
- 2. Il est un objectif stratégique : le dépassement de la parcellisation des mouvements propres aux exploités et aux opprimés, le dépassement de l'économisme, du corporatisme et, par conséquent, des perspectives réformistes du type « démocratie avancée ».
- 3. La convergence de mouvements de masse divers par leurs origines et leurs points d'application (certains exprimant la révolte des couches sociales spécifiques, d'autres exprimant le refus de tel ou tel aspect particulier de la situation faite aux opprimés) ne peut être obtenue par la simple juxtaposition des revendications. Elle ne peut se faire que dans une perspective politique sous la direction de la classe ouvrière en fonction d'une intégration progressive des revendications et des objectifs face à un adversaire commun.
- 4. L'avancée vers ce débouché stratégique implique une lutte politique et idéologique intense pour que les contradictions secondaires entre les couches populaires soient surmontées, pour que les luttes ouvrières et paysannes, les luttes des jeunes et des femmes convergent sur une base anti-capitaliste, c'està-dire convergent vers la mise en question de l'Etat capitaliste et son renversement. Le point d'aboutissement est la pleine réalisation du MPM dans une situation révolutionnaire

5. Dès maintenant, l'affirmation du MPM se prépare par la recherche d'une liaison permanente des luttes internes et externes à l'entreprise capitaliste qui tend de plus en plus à s'imposer comme le modèle d'organisation de toute la société. L'es luttes dans la production et hors de la production doivent s'appuyer réciproquement et s'interpénétrer peu à peu.

C'est le cas notamment de l'ensemble des luttes à mener sur le cadre de vie où l'action doit viser l'individu pris d'une part en tant que consommateur et d'autre part en tant que sujet essentiel de l'idéologie dominante au sein de la cellule familiale.

Le mouvement politique de masse

Ce texte, qui est publié en annexe, est la première tentative de définition de la notion du M.P.M. — Tel qu'il est, et malgré ses insuffisances et ses lacunes, il peut cependant constituer un premier type de clarification qui devra être prolongé et enrichi par la pratique du parti.

Sur l'insertion dans les luttes socialistes et la question syndicale

a) Notre parti doit développer son intervention dans les luttes qui se déroulent sur le terrain de la production. Ceci suppose notamment la multiplication des groupes d'entreprise et leur capacité:

— d'imposer la pratique permanente des assemblées ouvrières et l'abolition de la distinction entre syndiqués et non syndiqués dans la prise de décision. Cela passe donc par le refus d'une soumission inconditionnelle aux accords d'étatmajors et par l'exposé franc des divergences syndicales devant les travailleurs chaque fois que cela concourt au renforcement de la lutte engagée. C'est à ce niveau que doit se faire l'élaboration des objectifs et des formes d'action. C'est là principalement que nos militants formuleront leurs propositions d'objectifs dont le contenu fasse apparaître la nature de classe du pouvoir patronal :

- sur l'organisation du travail (contrôle sur les cadences, horaires de travail...);
- par la remise en cause du système des salaires (cotation par poste, hiérarchie..);
- l'embauche, les licenciements;
- l'ouverture des livres de comptes...

et permette le développement des formes de contrôle ouvrier.

- Ces tâches devront être complétées par un travail d'explication politique :
 - au niveau de l'entreprise en montrant le lien entre l'exploitation quotidienne de la classe ouvrière et le système politique, et en popularisant les principaux points de notre projet socialiste;
 - au-delà de l'entreprise :
 - à l'échelle du trust pour l'élargissement de l'action et de la coordination des luttes;
 - aux autres couches de la population pour l'explication de la lutte — mise en place d'un support à cette explication par l'organisation d'un réseau de soutien aux travailleurs de l'entreprise en lutte.
- b) En ce qui concerne le travail dans les organisations syndicales il s'impose essentiellement parce que les syndicats repésentent la première forme d'organisation des travailleurs.

Ce qui est en cause à l'étape actuelle, ce n'est pas une prétendue intégration des syndicats à l'appareil bougeois, c'est le fait que les stratégies réformistes qu'ils mettent en avant ne sont pas en mesure de donner au prolétariat les moyens de renverser ce système et risquent effectivement de les conduire à terme à l'intégration pure et simple.

En l'absence d'un pôle révolutionnaire crédible, il est clair que les militants révolutionnaires qui sont à l'intérieur des syndicats ne sont pas en mesure de proposer une alternative stratégique : de ce point de vue, la perspective de noyaux d'avant-garde ayant vocation à assurer la direction des syndicats est parfaitement illusoire. Le rôle des révolutionnaires est non seulement de mener la lutte idéologique à l'extérieur et à l'intérieur des syndicats contre cette tendance à l'intégration, mais aussi d'impulser une pratique syndicale qui entre en contradiction avec les stratégies réformistes et permettent à la masse des travailleurs de prendre conscience concrètement des divergences de fond qui divisent le mouvement ouvrier.

Certaines des luttes les plus avancées peuvent dès maintenant susciter des formes neuves d'organisation des travailleurs. L'expression de « comité de lutte » recouvre une réalité différente selon les phases de telle ou telle lutte.

Mais il ne faut pas en faire l'étape actuelle des formes d'organisation alternatives au syndicat, et
nous dispensant d'y intervenir. Ces
regroupements d'ouvriers combatifs avec des militants politiques
peuvent être, dans certaines circonstances, la forme d'organisation révolutionnaire puissante, capable de répondre à leurs besoins
politiques, et de leur offrir un cadre
d'organisation et de réflexion pour
leur intervention dans les luttes.

Rapports syndicats-parti

Pour nous, le syndicat et le parti ont des tâches différentes, tant dans le processus des conquêtes du pouvoir que de son exercice dans le cadre d'une société socialiste.

A l'heure actuelle les syndicats sont des organisations de la classe, qui défendent essentiellement les revendications économiques de la classe ouvrière. Les courants réformistes y sont majoritaires.

Il appartient aux militants du parti de développer sur le plan idéologique et politique une lutte constante pour orienter les militants syndicalistes vers des perspectives révolutionnaires. Ils doivent le faire sans pour autant organiser des fractions à l'intérieur des syndicats, et sans remettre en cause leur rôle de défense des acquis de la classe.

L'élément important de la lutte contre les courants réformistes qui contrôlent les syndicats, c'est bien entendu l'axe du contrôle ouvrier, notamment au niveau des revendications qualitatives mettant en cause le pouvoir patronal, à l'intérieur des entreprises, et en ce qui concerne la conduite des luttes, qui doit être soumise au contrôle démocratique de l'assemblée des travailleurs.

Sur la prise du pouvoir

La phase de prise du pouvoir, c'est-à-dire celle qui a pour objet la chute du pouvoir bourgeois et de mettre sur pied sous la pression populaire un pouvoir nouveau de transition, est une phase de luttes sociales généralisées, pendant laquelle les travailleurs en

lutte portent directement atteinte à la légalité bourgeoise, imposent de plus en plus largement leur contrôle, puis leur direction sur les lieux de travail, dans les quartiers, sur les diverses institutions de l'Etat. Elle se combine avec une aggravation très profonde de la crise idéologique de la société. Le mouvement révolutionnaire ne peut alors exclure l'utilisation de la violence contre les forces de répression ou contre les bandes armées de la contre-révolution. En situation révolutionnaire, l'initiative et le niveau de conscience des travailleurs sont tels que l'acceptation ou non de la violence ne se pose même plus. Le mouvement révolutionnaire doit toutefois chercher à éviter de poser le problème en termes de choc frontal entre les mouvements de masse populaire et les forces de répression. Car cette hypothèse en fonction de la disproportion croissante des forces militaires et techniques, ne peut que lui être défavorable. Il doit au contraire chercher à accroître les contradictions de l'armée et de la police, pour que la plus grande partie de celles-ci soit paralysée et demeure dans l'attentisme.

Sur le P.C.F.

L'analyse du P.C.F. doit tenir compte à la fois de sa nature de classe et de sa stratégie.

Deux éléments caractérisent essentiellement le P.C.F. :

— une base sociale qui demeure majoritairement ouvrière et qui, à ce titre, ne peut être mésestimée dans la lutte anti-capitaliste;

— une insertion passée et présente au sein du bloc soviétique qui explique la stratégie historique frontiste du P.C.F. et son évolution actuelle franchement réformiste.

Ceci explique que le P.C.F. contrairement à la social-démocratie, développe des luttes anti-monopolistes pouvant éventuellement remettre en cause la propriété privée des moyens de production, mais débouchant sur une vision centralisée et bureaucratique de la société socialiste, qui ne remettrait pas en cause les rapports sociaux de production capitalistes (division sociale du travail, rapports hiérarchiques...).

Pour ces raisons, il est contraire au développement d'un pôle révolutionnaire autonome de rechercher un accord stratégique ou programmatique avec le P.C.F.; il en résulte qu'il ne peut y avoir de programme de gouvernement commun entre le P.C.F. et nous, en vue par exemple d'un accord de premier tour à des élections.

Toutefois, l'émergence d'une situation révolutionnaire ne paraît pas suffisamment proche et certaine pour espérer que les masses se rallieront à notre stratégie à partir de ses seules vertus politiques.

La politique d'unité des travailleurs est alors la seule réponse; elle consiste à partir de la ligne révolutionnaire pour rechercher des accords tactiques et conserve toute sa validité, soit que des ac-





cords tactiques soient passés ou qu'au contraire, en les refusant comme il l'a fait sur divers fronts de lutte (transports, emploi, municipales, répression...), le P.C.F. fasse la double preuve de son orientation réformiste et de sa volonté de diviser les masses.

A travers cette politique c'est aux travailleurs influencés par le P.C.F. que nul ne peut rejeter globalement comme réformistes, qu'il faut s'adresser pour faire éclater les contradictions de la stratégie du P.C. plutôt que de tenter de dresser la base contre sa direction, ce qui donne toujours le résultat inverse.

C'est à travers cette politique que pourra s'affirmer avec des chances de réussite notre objectif d'un pôle révolutionnaire autonome.

Vers l'élaboration d'un programme révolutionnaire

Le rôle du programme

Pour un parti social-démocrate, le programme est le catalogue des réformes qu'il s'engage à réaliser une fois au pouvoir. L'histoire montre qu'il lui arrive souvent d'oublier ses promesses, au nom des contraintes nouvelles que lui donne le pouvoir. Pour un parti révolutionnaire le programme manifeste sa capacité à comprendre le mouvement réel des masses et à l'orienter vers une perspective réaliste de transformations sociales.

Le terme de programme recouvre donc à nos yeux une double réalité :

— l'une est relative aux luttes actuelles : un programme d'action est nécessaire si l'on veut fixer des objectifs à ces luttes, permettre leur unification, leur convergence dans un projet politique soutenu par une stratégie cohérente. Sinon l'action des masses accouchera d'une révolte et non d'une révolution. L'élaboration de ce programme a été commencée au Conseil national de janvier 71, mais elle doit être poursuivie.

— l'autre concerne les principaux axes de la société socialiste à construire. Il importe de les fixer dès aujourd'hui pour assurer la cohérence entre les luttes actuelles et les perspectives de la société future, et pour éviter les déviations de type stalinien, en inaugurant une pratique qui donne dès maintenant l'initiative aux travailleurs.

Ces deux aspects du programme sont étroitement liés. Cette liaison permet une meilleure mobilisation en même temps qu'une large prise de conscience politique : les masses sont ainsi associées à la prise en charge de leur propre destin, dans une pratique de démocratie réelle. La rédaction du programme capable d'animer les luttes de masse est une des responsabilités essentielles d'un parti révolutionnaire.

Lignes directrices

Un programme révolutionnaire doit d'abord affronter les contradictions historiques du socialisme

et s'efforcer de les résoudre. Il doit prouver que le socialisme est compatible avec la liberté réelle des hommes, par l'organisation sociale qui l'inspire : seule une so-ciété auto-gérée, fondée sur la responsabilité effective des groupes humains concernés, est capable de résister à un retour offensif du capitalisme et aux différentes formes de dégénérescence qu'a pu engendrer le centralisme étatique (politique de répression, règne de la bureaucratie, formation d'une nouvelle bourgeoisie, etc.). Dans le cadre d'une société industrielle développée, l'auto-gestion des activités principales est le moyen de redonner aux hommes leur dignité et leur capacité d'initiative.

En second lieu il convient de définir de nouvelles modalités d'organisation du travail, pour que la transition vers le socialisme ne débouche pas, comme on risque de le voir en U.R.S.S., sur la recréation des valeurs marchandes et le retour à un mode de production de type capitaliste. Définition du salaire, permutation aux postes de travail, acquisition de nouvelles qualifications, spécialisation des fonctions sans que les travailleurs soient astreints toute leur vie à la même spécialité, juste répartition entre périodes d'activité et d'inactivité, refus d'une division absolue entre travail manuel et travail intellectuel... Ces points sont aujourd'hui l'objet de luttes très dures de la part des travailleurs ; ils doivent être résolus le plus vite possible dans la société de transition vers le socialisme.

Plus largement, il convient de réaliser un changement total des rapports sociaux non seulement dans la production mais aussi en dehors, mise en cause des hiérarchies et des privilèges, développement des capacités créatrices, éducation libérée des contraintes sociales et familiales, maîtrise de la vie quotidienne, autonomie de la femme, contrôle des forces répressives et de la justice (notamment par une rotation systématique des hommes), etc.

Ces conquêtes ne sont possibles et durables que par l'exercice effectif du pouvoir par les travailleurs. Le stalinisme a transformé la dictature du prolétariat en une dictature sur le prolétariat. Il nous faut prouver que le pouvoir prolétarien passe par l'établissement d'une démocratie réelle dont l'exercice s'impose à tous. Elle ne peut être réalisée qu'une fois disparues les bases de la domination économique qui utilise le pouvoir d'Etat à son profit. C'est pourquoi la planification sera un acte politique essentiel : elle sera l'effort commun pour assurer la cohérence des objectifs définis à la base. Elle implique donc à la fois de nouveaux types de pouvoirs plus proches des travailleurs, sur le plan local ou régional, ou dans leurs domaines d'activités et le maintien d'une structure politique d'ensemble, fondée sur le suffrage universel. Celui-ci, à condition qu'il s'exerce sur les lieux mêmes de la production, constitue le seul principe de légitimité dans la société socialiste. Pour combattre le risque d'un parti unique « qui accaparerait vite cette légitimité à son profit », il est nécessaire de garantir l'exercice intégral de toutes les libertés publiques (réunions, information, organisation, expression...) : le débat doit rester constant sur la valeur des différentes stratégies possibles vers la société socialiste. Les tendances contre-révolutionnaires, doivent être combattues au nom de la démocratie : leur liberté d'expression doit être équilibrée par le refus des travailleurs de connaître à nouveau l'exploitation et l'oppression.

Les modalités d'expression

La préparation d'un tel programme dont on n'a voulu esquisser que quelques lignes directrices, doit être une activité permanente du parti, afin qu'il s'enrichisse de nouvelles expériences, de nouvelles réflexions du courant révolutionnaire. Le mode de préparation doit de plus, être conformé aux lignes directrices de la société qu'il vise à décrire : ce sont les militants des divers fronts de lutte qui doivent faire les choix sur le type de sociétés à venir à partir de leur expérience comme des contradictions qu'ils rencontrent. Ainsi le 7e congrès doit-il mandater la direction du parti qu'il aura choisie, pour prendre l'initiative d'organiser la rédaction de ce programme dans une confrontation avec les militants politiques et syndicaux qui s'inscrivent dans le courant révolutionnaire, qu'ils soient membres du P.S.U. ou non. Les résultats de ces échanges donneront lieu à des synthèses qui seront diffusées auprès des sections appelées à trancher le cas échéant sur des propositions alternatives. Des conseils nationaux sur des points précis (ex. : problème de l'Etat) permettront d'approfondir le débat. Ainsi, le 8º congrès pourra-



t-il délibérer sur une version, certes provisoire, mais la plus complète possible du programme d'objectifs dont a besoin le mouvement révolutionnaire pour se réaliser effectivement.

Sur les structures du Parti

Le développement du mouvement révolutionnaire à travers la politisation des luttes sociales implique de profondes transformations dans la nature et la structure du parti.

Comme le proposaient les AOP il doit être fondé sur le centralisme démocratique. Comme l'a voulu le congrès les structures de base doivent assurer à la fois l'insertion des militants dans les luttes réelles à la base, et la délibération politique nécessaire à l'orientation de ces

luttes : c'est le rôle des groupes et des sections, en particulier des sections d'entreprise et agricole, dont le développement doit être prioritaire pour le parti.

Pour la coordination des luttes, doivent être mises en place les fédérations régionales selon les dispositions prévues par le congrès lors du débat sur les votes indicatifs.

Les secteurs entreprise et agricole doivent être dotés des moyens de travail indispensables, ainsi que d'une véritable direction du secteur, en accord avec la direction politique du parti aux différents niveaux. Il conviendrait d'assurer le fonctionnement du parti (presse, finances, formation, propagande et information) et de mettre en place le secteur enseignement et les diverses coordinations dans les conditions prévues par le congrès.

Annexe

Le mouvement politique de masse

- 1. Le mouvement politique de masse n'est pas une façon d'oublier ou de nier la réalité organisationnelle présente du mouvement
- 2. Il est un objectif stratégique : le dépassement de la parcellisation des mouvements propres aux exploités et aux opprimés, le dé-passement de l'économisme, du corporatisme et, par conséquent, des perspectives réformistes du type « démocratie avancée ».
- 3. La convergence de mouvements de masse divers par leurs origines et leurs points d'application (certains exprimant la révolte de couches sociales spécifiques, d'autres exprimant le refus de tel ou tel aspect particulier de la situation faite aux opprimés) ne peut être obtenue par la simple juxtaposition des revendications. Elle ne peut se faire que dans une perspective politique sous la direction de la classe ouvrière en fonction d'une intégration progressive des revendications et des objectifs face à un adversaire commun.
- 4. L'avancée vers ce débouché stratégique implique une lutte politique et idéologique intense pour que les contradictions secondaires entre les couches populaires soient surmontées, pour que les luttes ouvrières et paysannes, les luttes des jeunes et des femmes, convergent sur une base anticapitaliste, c'est-à-dire convergent vers la mise en question de l'Etat capitaliste et son renversement. Le point d'aboutissement est la pleine réalisation du MPM dans une situation révolutionnaire.
- 5. Dès maintenant, l'affirmation du MPM se prépare par la recherche d'une liaison permanente des luttes internes et externes à l'entreprise capitaliste qui tend de plus en plus à s'imposer comme le mo-

- dèle d'organisation de toute la société. Les luttes dans la production et hors de la production doivent s'appuyer réciproquement et s'interpénétrer peu à peu.
- 6. Cela implique que se développent de nouvelles formes de luttes et d'organisations du mouvement de masse, particulièrement dans la classe ouvrière (assemblées du personnel, délégués, comités de grève élus) qui jetteront les bases du renouvellement du mouvement ouvrier.
- 7. La politisation du mouvement de masse ne peut atteindre sa pleine intensité que si les groupements politiques révolutionnaires font leur jonction avec l'avant-garde de la classe ouvrière et des différentes couches opprimées. En d'autres termes, il y a une interdépendance étroite entre le développement d'une avant-garde politique dépassant toute forme de paternalisme par rapport aux travailleurs, et le développement du mouvement de masse qui a besoin de trouver une orientation stratégique et tactique. Cela veut dire qu'il n'y a pas d'avant-garde sans une liaison étroite avec les luttes quotidiennes, sans participation des travailleurs les plus conscients à l'élaboration de l'orientation et de l'organisation nécessaires à la lutte révolutionnaire, sans que se dégagent ainsi le programme et la ligne qui permettront aux travailleurs de relier leurs problèmes particuliers aux problèmes fondamentaux de la société.
- 8. Dans les circonstances présentes, en France, il n'y a pas d'avant-garde constituée, précisément parce que les liens entre les organisations révolutionnaires et les travailleurs les plus combatifs sont encore extrêmement lâches. La tâche du P.S.U. est de contribuer à lever cet obstacle en éclairant les

actions immédiates par des perspectives d'avenir, en intervenant pour unifier les luttes, en combattant toutes les orientations qui tentent de manipuler les mouvements de masse pour des objectifs qui

leur sont étrangers, en proposant les objectifs et les formes de lutte les plus aptes à les faire progresser, en apportant sa contribution à la construction du parti révolu-

Délégués et observateurs

Etaient présents : a) comme délégués (par ordre alphabétique)

Association des étudiants et stagiaires maliens en France.

Front de Libération du Bengale.
Front de Libération de l'Erythrée.

Front de libération nationale de

Front national de Libération du Sud-Vietnam.

- Front national de Libération de la République démocratique populaire Sud-Yémen.

Front patriotique de Libération nationale du Portugal.

— Front populaire et démocratique pour la Libération de la Palestine.

- Front socialiste unifié de Belgique Gauche socialiste révolutionnaire du Luxembourg.

Jeunesses du S.P.D. d'Allemagne occidentale.

- Ligue des communistes de Yougoslavie.

« Il Manifesto » (Italie).

Mouvement de la gauche révolu-tionnaire (MIR), Pérou.

- Mouvement national de Libération palestinien El Fath.

- Mouvement du 24 avril de la République dominicaine (Hector Aristy).

Organisation de Libération de la

- Organisation révolutionnaire des travailleurs d'Espagne.

Organisation socialiste israélienne (MAZPEN).

Parti communiste brésilien révolu-

Parti communiste révolutionnaire

Parti congolais du travail.

Parti socialiste italien d'unité pro-létarienne (P.S.I.U.P.)
Solidarité des travailleurs maliens

en France.

Union générale des travailleurs réunionnais en France.

Union nationale des forces populaires du Maroc.

b) A titre d'observateurs :

Un représentant de l'ambassade de la République arabe de Syrie en France.

 Un représentant de l'ambassade de la République populaire de Hongrie en

Ont envoyé des télégrammes ou des

 Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.

- Groupement des organisations nationales de la Guadeloupe (GONG). - Mouvement de Libération nationa-

des Comores (Molinaco). Mouvement populaire de Libération de l'Angola (MPLA).

Mouvement vers le socialisme (MAS). Venezuela.

Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert PAIGC (télégramme d'Amilcar Cabral).

 Pays basque et liberté (E.T.A.). - Parti communiste australien.

- Parti communiste réunionnais. - Parti communiste suédois.

Parti démocratique de Guinée.

- South West African People's Organization (Namibie).

Tanganyika African national Union

Motion adoptée sur l'Indochine

Le VII^e Congrès du parti socialiste unifié, réuni à Lille du 26 au 28 juin 1971, tient à réaffirmer sa solidarité totale avec la lutte héroïque que mènent les peuples d'Indochine contre l'agression nordaméricaine. Il constate que les troupes U.S. et fantoches ont dû procéder à de nouvelles fuites en avant au Cambodge et au Laos, qui se sont soldées par de nouvelles défaites, après l'échec des bombardements massifs contre la République démocratique du Vietnam, et dans l'impossibilité où se trouve l'impérialisme de mettre un terme à la lutte victorieuse de la population du Sud-Vietnam. Le P.S.U. est conscient de l'aide inappréciable que le combat des peuples d'Indochine constitue pour l'ensemble de la lutte anti-impérialiste mondiale. Il salue la conférence au sommet des peuples d'Indochine dont les résultats ont permis aux peuples vietnamien, lao et khmer de renforcer leur solidarité.

Le P.S.U. apporte son soutien sans réserve à la solution globale en dix points et les précisions en huit points présentées par le Front national de libération du Sud-Vietnam et le gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Vietnam ainsi qu'à la déclaration du 10 février 1971 du gouvernement de la République démocratique du Vietnam, et il exige le retrait total et inconditionnel de toutes les troupes d'agression américaines et satellites du Sud-Vietnam, ainsi que la cessation de tout acte d'agression envers la R.D.V.N.

Le P.S.U. estime que le problème du Laos doit être réglé sur la base de la solution politique en cinq points présentée par le Front patriotique Lao, et il exige la fin immédiate des bombardements et de toute intervention U.S. contre le Laos. Le P.S.U. réaffirme également son soutien à la proclamation en cinq points du chef de l'Etat du Cambodge, Samdech Norodom Sianouk, président du Front uni national et du gouvernement royal d'Union nationale du Kampuchea, faite à Pékin le 23 mars 1970, et il exige la cessation par les U.S.A. de tout acte d'agression contre le Cambodge.

Le VIIe Congrès du P.S.U. mandate le Bureau national pour intensifier les actions de solidarité envers les peuples vietnamien, lao et

Grève dans la région de Nancy

Vendredi 11 juin: Le P.D.G. de l'usine de tricoterie de Chaligny Meurthe-et-Moselle) annonce au personnel que l'usine doit fermer le 12 juillet. Le motif habituel dans ces occasions est de nouveau avancé : l'usine n'est plus rentable. Conséquences: 438 personnes licenciées presque du jour au lendemain, sans avoir eu de possibilité de reconversion. La principale source d'emploi féminin est supprimée. Le P.D.G. connaissait depuis longtemps cette décision et il vient seulement d'en avertir le per-

La réaction des ouvrières est immédiate. A l'unanimité elles décident d'occuper « leur » usine. Elles refusent ainsi l'arbitraire patronal. La grève prend ainsi tout de suite un caractère « dur », avec d'ailleurs l'appui de la C.G.T., majoritaire dans cette entreprise.

Lundi 14 juin: Meeting à Chaligny où sont décidées à l'unanimité:

- · la continuation de la lutte sous sa forme actuelle (occupation) et avec la même revendication : maintien de l'usine et garantie de l'emploi pour toutes les ouvrières;
- une marche sur Nancy, pour montrer leur détermination.

Mercredi 16 juin: Environ 3.000 personnes participent au meeting organisé par les ouvrières de Chaligny venues à Nancy à pied, accompagnées de travailleurs des

aciéries de Neuves-Maisons, dont certains secteurs ont débrayé à cette occasion. De nombreuses interventions sont faites pour réaffirmer la solidarité de l'ensemble des travailleurs de la région et pour exposer les revendications des ouvrières, qui exigent, comme condition de la reprise du travail, le maintien de l'usine.

Caractères de la lutte.

Tous les motifs patronaux ont été repoussés comme non justifiés, en particulier celui de la non-rentabilité, auquel sont opposés les arguments suivants:

- le personnel est formé et qua-
- l'usine est moderne;
- l'usine et surtout le trust dont elle fait partie est loin d'être déficitaire : le capital a été accru de 9 milliards en 1970, les dividendes des actionnaires sont élevés (8,5 %). D'autre part les produits actionnaires sont élevés soi-disants vendus à perte le sont à des magasins appartenant à des actionnaires du trust.

La véritable raison de cette fermeture est la volonté de la direction d'opérer une concentration. Ceci est donc dans la logique du système capitaliste et du profit

La lutte la plus efficace contre cette stratégie patronale ne peut venir que de l'extension du mouvement à l'ensemble du trust pour s'opposer aux fermetures (à Chaligny et dans une autre unité à Troyes) et à l'augmentation des cadences qui en découlera nécessairement dans les usines mainte-

Sur le plan régional, une très large solidarité s'est manifestée autour de cette lutte : de nombreux débrayages ont eu lieu, présence des cheminots en grèves, des syndicats C.F.D.T.-C.G.T., de militants politiques, de nombreux travailleurs de l'usine ALSA (dont la fermeture est envisagée). Il faut rappeler la dégradation continuelle de la situation de l'emploi dans la Lorraine-Sud, région de Nancy (Thomselle, biscuiterie Piérar), dans les Vosges (Etats Bourbon, Fraise-Plainflaing).

Mais des tentatives de récupération évidentes ont été menées, et par ceux-là mêmes qui sont responsables de la situation actuelle. c'est-à-dire les capitalistes du genre J.J.S.S. (lequel s'est d'ailleurs fait expulser de l'usine de Chaligny par les ouvrières) ou apparentés: membres du Conseil général, maires de la région, Parti Socialiste (particulièrement droitier à Nancy), etc., et qui étaient en tête de la manifestation à Nancy, se présentant comme les défenseurs des intérêts des travailleurs. lls s'étaient présentés ainsi aux dernières municipales et législatives (ex du député U.D.R. Jackson): on en voit aujourd'hui les résultats! On peut d'ailleurs s'étonner du fait que ce soit la C.G.T. qui a invité un certain nombre de ces ennemis objectifs de la classe ouvrière.

Le P.S.U. a été le seul à dénoncer ces tentatives grossières (tracts, communiqués dans presse).

Paysans en colère

Groupe paysan Brest

Rencontre nationale des travailleurs de la mer

Unen rencontre nationale des travailleurs de la mer P.S.U. se tiendra au Havre les 10, 11 et 12 juillet.

Qu'ils soient adhérents au P.S.U. ou qu'ils soient seulement en accord avec les objectifs du Programme d'action du P.S.U.. les militants des professions suivantes sont conviés à venir nombreux :

conviés à venir nombreux :

— Pêcheurs, ouvriers conchyculteurs, navigants du large, du cabotage, des ports, et tous les inscrîts maritimes ;

— Employés des armements, des ports, des phares et balises ;

— Fonctionnaires des affaires maritimes et des écoles de la Marine marchande ;

— Navigants des fleuves et estuaires, ainsi que toutes les autres professions maritimes.

L'ordre du jour proposé, qui doit nous permettre d'étudier l'application dans notre branche des décisions du Conseil National d'Orsay (Programme d'action) et du Congrès

de Lille, comporte les points suivants :

- La situation économique et politique actuelle. Ses aspects dans la Marine marchande : le plan de relance ;

- Le rôle politique de la Marine marchande :

chande;

— Analyse des luttes récentes. La question syndicale;

— Hiérarchie, Le code disciplinaire et pénal de la Marine marchande;

— Entreprises nationalisées. Leur rôle

dans la flotte;

- Liaison avec les luttes internationales :

Liaison avec les luttes à terre ; Nouvelles formes de lutte. Le problè-de la grève à l'étranger ; Productivité et durée du travail ;

Organisation politique au niveau de

Lundi 24 mai:

- 1 000 paysans face au patron et à 20 cars de C.R.S. à Entremont.

- 500 à Landerneau (3 cadres séquestrés). 300 à Carhaix (UNICOPA).

— 300 à Négobeureuf.

- 300 à Sill (Plouvien).

— 2 000 à Pontivy face à la so-ciété Préval et aux C.R.S.

Pourquoi?

Nous sommes exploités par les firmes et coopératives ; cela se traduit par un salaire dérisoire et des conditions de travail de plus en plus lamentables.

Salaire: 2 F de l'heure pour une exploitation de moyenne importance ; nous n'avons rattrapé la dévaluation de 1969 que 2 ans après.

Conditions de travail: pas de congés ni hebdomadaires ni annuels; des journées qui n'en finissent pas (12 à 16 h par jour).

Bien sûr il y a quelques agriculteurs riches, comme des cadres à hauts salaires, mais la plupart des paysans sont surexploités.

Suite aux actions menées par les paysans le litre de lait leur était payé 0,53 F en mars. Les industriels ont baissé ce prix à 0,50 F (-6%) en avril alors qu'à Bruxelles il était décidé d'augmenter le prix à la production et à la consommation de + 6 %.

Ainsi le consommateur paye plus cher - le salaire du paysan a

Les capitalistes se remplissent les poches en ruinant les petits paysans les uns après les autres.

Nous nous attaquons directement aux industries parce que c'est le meilleur moyen de faire pression sur les capitalistes.

Les firmes peuvent payer!

 Le lait, revendu tel quel, laisse déjà des bénéfices. Mais le lait transformé en produits frais (yaourt, etc.) laisse encore beaucoup plus de marge.

 Les produits frais sont commercialisés, sous plusieurs sous-marques, à 75 % par trois firmes en France (Nestlé Oursina - Perrier Sapiem - Genvrain).

 Nestlé : 1 milliard de bénéfices « officiel » pour le dernier exercice et l'Etat subventionne cette firme pour distribuer le lait dans les grandes villes.

 Voilà pourquoi les paysans se battent, notre combat est un combat de survie.

Répression

Cette exploitation dont nous sommes l'objet se traduit par une prise de conscience chaque jour plus grande chez les paysans.

Les industriels concernés ont peur et veulent bloquer cette prise de conscience;

- Le gouvernement craint que son assise électorale soit mise en

Alors la répression s'abat comme sur les militants ouvriers.

C'est ainsi que :

Carel, militant paysan accusé d'avoir au cours d'une action, déversé un camion de lait, est condamné à 4 mois de prison (dont 2 fermes) et au retrait du permis pendant 6 mois.

C'est ainsi que :

Revendiquant pour un juste salaire auprès des entreprises de transformation les paysans se heurtent aux C.R.S. (20 cars à Entremont).

C'est ainsi que :

- A Landerneau, la direction de la « coopérative » menace d'exclusion tout paysan qui, par ses actions revendicatives, porterait atteinte à la coopérative... on sait ce que cela

Lettre de la C.F.D.T.

Monsieur J.M. VINCENT, Directeur Politique de Tribune Socialiste.

Cher Camarade,

Avec retard — car nous avons été pris par le développement de l'action revendicative dans le secteur bancaire — nous voulons attirer votre attention sur l'article paru dans T.S. nº 498 du 27 mai 1971, page 8, intitulé: « Banque - Face aux carences syndicales » et signé Michel Camouis.

Nous élevons une vive protestation contre la teneur de cet article, erronée au niveau de l'information et gratuite dans la critique.

Pour ne pas paraître simplement incommodés par le titre de l'article, nous nous emploierons à rétablir ce qui correspond à une relation plus exacte des faits, que l'on ne peut d'ailleurs juger en les retirant du contexte professionnel.

Quel est ce dernier?

Après des simagrées de « dialogue », dans la période qui a suivi



(Suite de la page 8)

veut dire !... tout paysan exclu d'une boîte ne peut pas entrer dans une autre; les entreprises étant toutes en liaison (coopératives comprises).

Nous travaillons à l'unité avec les ouvriers pour faire échec :

— au désordre établi ;

 à la répression patronale et de ses flics.

 Mais ce que nous voulons plus profondément c'est un changement révolutionnaire de la société.

Les exploités s'organisent en vue de prendre le pouvoir et de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

les événements de mai 68 auxquels les travailleurs de la banque ont participé, le patronat bancaire a repris — sous des dehors badins — son attitude particulièrement rétrograde.

Cela s'est particulièrement traduit par :

— une aggravation des conditions de travail;

— une stagnation des salaires, grâce à une « convention salariale » signée par toutes les Fédérations à l'exclusion de la C.F.D.T.;

 des tentatives d'accroître l'amplitude des heures et jours de travail.

Il faut savoir que depuis 2 ans, seule la C.F.D.T. a poursuivi un travail d'explication au personnel, pour l'amener à concrétiser son mécontentement.

Ces efforts n'ont pas été vains, une « goutte d'eau a fait déborder le vase » : l'annonce de l'attribution d'une prime à l'occasion de l'augmentation de capital des trois banques nationalisées, prime hiérarchisée d'un montant très faible.

L'action a démarré au Crédit Lyonnais. Elle s'est étendue aux deux autres banques. La manifestation dont rendait compte votre collaborateur se situait dans cette première phase: coordination de l'action déjà engagée.

Pour des responsables syndicaux, il importait alors :

— de mobiliser le personnel des Nationalisées sur l'ensemble de ses revendications, en dépassant la simple affaire d'une prime;

— de faire rejoindre la lutte aux travailleurs de toutes les autres banques.

Pour la C.F.D.T. s'ajoutait une autre difficulté: engager sur un programme précis, progressif et coordonné d'action les autres Fédérations, « gênées aux entournures » par leur signature de la convention salariale.

Nous sommes parvenus à ces objectifs, et à l'heure où nous écrivons, le personnel de toutes les banques, dans toute la France, à l'appel des quatre fédérations (C.G.C. exclue) s'apprête à une grève de 24 heures que la C.F.D.T. entend bien faire suivre d'actions plus dures si nécessaire.

Répondons maintenant plus précisément à M. Camouis :

— « Depuis plusieurs semaines les employés de banque descendent dans la rue. »

Faux. C'était (à part une manifestation Crédit Lyonnais) la première manifestation coordonnée. — « Le seul mot d'ordre réellemet unifiant a été : continuons le combat. »

Faux. Les manifestants étaient à l'époque essentiellement axés sur « la prime ».

— « Les responsables syndicaux ont laissé les forces de l'ordre organiser le parquage... »

Faux. Lorsque la manifestation est arrivée, les forces de police interdisaient l'approche de la Chambre patronale. Les employés de banque ne sont pas prêts dans leur majorité (c'est peut-être regrettable, mais ainsi) à des affrontements violents avec la police.

— « Les délégués... ont littéralement saboté l'information. »

Faux. A moins que dans les circonstances, Camouis ait eu une autre solution? Il pourrait nous en faire profiter.

— « Au baratin embarrassé des délégués... ils n'avaient rien de positif à dire. »

Bien que les délégués n'aient pas été embarrassés, cette assertion est un comble! C'est sans doute de leur faute si le « positif » n'est pas venu par enchantement du patronat?

— « question qu'ils posent aux délégués. »

Qui? « les manifestants » ou Camouis grâce à cette plaisante clause de style?

— « Pourquoi freinez-vous le mouvement? »

Nous pensons que la chronologie des faits prouve qu'il n'y a pas eu de freinage. — Et que vient faire l'allusion aux déclarations confédérales de Séguy?

Certes, l'action des Syndicats n'est pas exempte de critiques. Certes, l'attitude de la C.G.T. notamment pose des problèmes.

Mais croyez-vous qu'à démolir indistinctement les organisations des travailleurs, un article comme celui de Camouis aide à la prise de conscience et au développement des luttes?

Est-ce en agissant de la sorte que seront mieux définis les rapports entre organisations syndicales et partis politiques socialistes?

Article « bête et méchant », nous n'aurions même pas pris la peine de vous écrire à son sujet si nous n'étions attristés qu'une pareille prose puisse paraître dans l'organe d'une formation socialiste.

Il dénonce une méconnaissance totale d'un milieu où les luttes sont difficiles, et pourtant vitales, en raison de sa position stratégique, pour atteindre le capitalisme privé ou d'Etat dans les bastions les plus protégés.

Il va de soi que nous souhaitons la publication dans vos colonnes de notre mise au point.

Veuillez croire, Cher Camarade, à nos sentiments syndicalistes et socialistes.

Le Secrétaire Général, Edouard DESCAMPS. Les Secrétaires Généraux Adjoints: Georges BE-GOT - Daniel MIGNOT.

Le 17 juin 1971.





A propos de l'instauration d'une commission de censure à Tours

Des tracts vantant les mérites d'articles propres à augmenter la jouissance sont distribués dans les boîtes à lettres.

Le programme des cinémas de la ville comporte un certain nombre de films (de qualité cinématographique souvent médiocre et projetés dans des salles pratiquement vides) pour lesquels la publicité est

jugée trop tapageuse.

Le maire de Tours, député sans étiquette — mais dans la lignée Tomasini-Peyrefitte : la droite de la majorité qui ne veut plus se taire fort du pourcentage obtenu aux dernières élections municipales (75 % des 55 % de suffrages exprimés), considère qu'il a été plébiscité et tient à garder dans sa poigne de fer les affaires de la cité et des citoyens. Au nom d'une « morale naturelle » dont le point d'appui est la famille — « cellule de base de la société » (cf. travail - famille patrie), il créait à Tours, voici un mois, une commission de surveillance destinée à interdire la projection de certains films.

Illégale, cette commission, forte de quatre conseillers municipaux et de directeurs de salles, est le prélude à la création de nombreux « comité de surveillance » à deux

niveaux:

— celui d'autres municipalités dirigées par des dictateurs en puissance (certains ont déjà commencé leur campagne dans l'ouest et le centre-ouest);

— celui d'autres secteurs touchés de près ou de loin par les problèmes de la liberté d'expression (presse, édition, littérature, théâ-

tre, etc.).

La campagne de Royer contre la « pollution sexuelle » est une campagne contre toutes les formes de pollution qu'elles soient sexuelles ou politiques, à ce point, il est nécessaire de s'arrêter sur la personnalité du maire.

Qui est Jean Royer?

Le maître à penser, l'élu local.

"Un maire n'est pas qu'un gérant ou un entrepreneur, c'est aussi un guide pour une population qui doit fonder sa cité sur le développement matériel mais aussi sur une éthique. " (Discours à la Chambre du 28-5-1971.)

 Le défenseur des valeurs bourgeoises.

« Pour lui il ne s'agit ni de puritanisme, ni de pudibonderie, c'est : « l'éloge direct et clair de la véritable fonction du sexe qui est avant tout de perpétuer la vie. » (même discours). L'apôtre de la liberté.

«La liberté a des limites. Elle engage la responsabilité, et la responsabilité n'est rien sans la sanction. Sans sanction, il n'y a pas de liberté. » (même discours).

Les Tourangeaux face à leur maire

Lente à remuer, la population tourangelle — en grande partie bourgeoise, petite bourgeoise, catholique et bien pensante — n'a que peu réagi. Une campagne d'affiches du P.S.U., une lettre ouverte aux conseillers municipaux (P.C. - C.G.T. - P.S. - P.S.U. - C.F.D.T. - parti radical - libres penseurs), par ailleurs non publiées dans la presse locale (Nouvelle République) sont les seules prises de position politiques face à la fascisation du régime municipal tourangeau. Dans le cadre de son refus de toute lutte idéologique, la Ligue a, quant à elle, brillé par son silence.

La venue à Tours de l'écrivain Pierre Bourgeade (initialement invité pour une conférence littéraire) est l'occasion pour les professeurs et les étudiants de la faculté des lettres de se réunir sur le problème de la censure. Un texte adopté par eux (cf. Combat 28 mai) circule et est signé dans toute la France. Un comité d'action contre la censure est créé qui, par l'arrivée de nouvelles couches socio-professionnelles déborde largement le cadre universitaire.

L'objectif du maire est clair : par le biais de la pornographie (l'érotisme du peuple), il entend maintenir le soutien que lui apporte la bourgeoisie tourangelle et la rassurer sur l'établissement d'un « ordre moral » à Tours.

Depuis longtemps, l'attaque était donnée dans le domaine de l'art (cf.: manifestation à la présentation des « Fusils de la mère Carrar » et de l'« Exception et la Règle » de B. Brecht, création d'une commission de prélecture des pièces à jouer à Tours).

Il s'agissait de prendre les Tourangeaux à ce premier niveau de conscience. Le dimanche 6 juin, le comité anti-censure invite le Grand Magic Circus dans un parc de la banlieue tourangelle.

Dédaignant le lèche-vitrine dominical et sortant de la ville, malgré les quelques 500 gardes mobiles, 1 500 Tourangeaux tinrent à manifester par leur présence leur opposition à la censure municipale.

Non immédiatement politique, un mouvement de masse est créé.

Par un biais un peu spécial, il y a prise de conscience :

1. D'une possibilité d'autogestion des activités culturelles.

2. De la possibilité pour le spectacle de sortir du schéma production-consommation, le tout orchestré par le pouvoir, qu'il soit municipal ou national.

Même si des ennuis techniques, une certaine incompréhension, ne permirent pas un succès total, ce fut là un premier pas important.

A la lecture d'un journal tiré à 20.000 exemplaires et diffusé gratuitement sur la ville, et à la suite de la journée du 6 juin, des perspectives de lutte de masse sont ouvertes.

Rejetant tout triomphalisme à la veille des vacances, il faut cependant mentionner que les militants politiques ont un rôle considérable à jouer dans l'exécution des projets à venir par:

 des boycott du festival du court métrage;

 la contestation du festival de Meslay;

- des réunions d'éditeurs ;

 des colloques de journalistes sur la presse;

 des campagnes agitatoires dans les cinémas...

A Tours, M. Royer a cru qu'il pouvait lancer un pôle d'attraction politique à droite de la majorité. La population comprend implicitement ses desseins. Le blanc-seing donné aux dernières élections municipales n'allait pas jusque-là.

Le hochet de la lutte contre la pornographie est un boomerang. Le coup ne reviendra pas sur la population tourangelle.

PETITE ANNONCE

Cherchons personne pour éducation collective des enfants d'un même immeuble. Travail pendant la journée uniquement, à partir d'octobre. Ecrire: Cabanes, 39, rue Gallieni, 91-Palaiseau.

Guerre au racisme

Section Aix-en-Provence

Vendredi 11 juin, Pleven lisait à la tribune de l'Assemblée nationale un tract distribué la veille. jeudi 10, sur le Cours Mirabeau à Aix. C'est par ce même Pleven que tous les militants d'Aix participant à la lutte anti-raciste apprenaient qu'un tribunal populaire avait condamné dix fascistes à mort. En effet le comité signataire est un comité purement bidon, inventé par les flics, et nous qui sommes militants du Secours rouge et qui soutenons la commission d'enquête du Secours rouge de Grenoble n'avons jamais entendu parler d'un quelconque tribunal populaire ici à Aix.

C'est une provocation orchestrée par le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice pour éviter la tenue d'une commission d'enquête sur le port de fausse carte de presse par Casanova, flic faussaire opérant sur le campus universitaire. Mais c'est aussi pour appuyer l'interdiction de la commission d'enquête de Grenoble et pouvoir augmenter les crédits de la police.

Depuis trois semaines se déroulaient à Aix des attaques fascistes d'Ordre Nouveau qui avait choisi Aix comme champ d'intervention. Attaques de travailleurs marocains, d'étudiants dans les cafés, viol d'une participante d'un meeting du M.L.F. sous la menace de lames de rasoir, plasticage de domicile de militant du Secours rouge, attaque à la matraque, au rasoir d'un militant du P.S.U. à la sortie de son travail par trois fascistes qui dans la bagarre ont laissé un des leurs sur le carreau et se sont enfuis devant la détermination du camarade. Pourquoi le gouvernement intensifie sa campagne raciste et ses provocations?

Les travailleurs immigrés, comme à Renault, apparaissent comme des éléments actifs dans les luttes.

Le gouvernement par ses provocations tant à Paris qu'à Grenoble, qu'à Aix, veut isoler le mouvement révolutionnaire des mouvements de masse qui se développent en ce moment (S.N.C.F.).

Le gouvernement de même développe habilement une campagne raciste anti-jeune (Quartier latin, braves gens, armez-vous!).

Comment répondre à ces provocations ?

La campagne raciste ne fait en réalité que réveiller les sentiments racistes de beaucoup de gens. Nous avons donc mené :

- 1. Une riposte immédiate, sous deux aspects.
- Autodéfense par l'organisation de groupes qui prenaient en charge la protection des militants et qui a fait passer toute envie à ces petits nazis d'Ordre Nouveau de se manifester (trois fascistes envoyés à l'hosto, dont un gravement car il tirait sur des militants avec un fusil de chasse).
- Manifestation de masse contre l'ennemi réel, le racisme. Manifestation qui a marqué un coup d'arrêt à la campagne raciste. La manifestation interdite par le préfet, malgré 1 000 flics à Aix, a rassemblé 800 personnes (plus qu'à Burgos) pendant trois quarts d'heure à travers toute la ville. Cette manifestation convoquée par la J.O.C., le P.S.U., la Ligue, la C.F.D.T. et le Secours Rouge, était pacifique, les flics ont cherché par tous les moyens à provoquer; ce n'est que pendant la dissolution de la manifestation qu'ils ont matra-

qué. Un des militants du Secours rouge a été embarqué. Blessé, il a été transporté à l'hôpital. Puis les flics sont revenus le chercher, ils l'ont ramené au commissariat et là l'ont de nouveau tabassé. Comme le camarade n'arrêtait pas de tomber en syncope, ils ont dû le ramener à l'hôpital où on a pu diagnostiquer le matin : une fracture de la cheville, plusieurs traumatismes crâniens, un syndrom intestinal. Les parents ont porté plainte, une enquête est menée par le Secours rouge, les parents ont reçu deux coups de téléphone menaraient pas leur plainte. De toute façon l'enquête continue.

Le P.C.F. et la C.G.T. ont préféré ne rien faire contre le racisme plutôt que de manifester avec les gauchistes. Cela ne nous étonne pas, car le P.C.F. épouse le point de vue de la majorité des Français qui est encore « bien français ». Il ne va pas risquer de perdre des mairies pour des travailleurs immigrés (lvry, Aubervilliers). A Marseille, le dimanche 20 juin, les travailleurs immigrés ont organisé leur première manifestation autonome et nous ont demandé simplement d'assurer la protection militaire.

2. Une riposte à long terme.

Toutes ces provocations ne sont qu'une manifestation accrue du racisme latent. Tout cela est la réponse à un plan de la bourgeoisie (racisme visant particulièrement à couper les gauchistes du développement des mouvements de masse).

Nous continuerons à y répondre en entreprenant un travail en profondeur contre le racisme tant vis-à-vis des immigrés que vis-à-vis des jeunes (création de comités de quartier anti-racistes). Et cela nous l'entreprendrons seulement avec les organisations qui ont accepté de lutter effectivement contre le racisme par la manifestation qui s'est déroulée la semaine dernière. Nous n'avons que faire des pétitions de principe contre le racisme.

Découverte et Culture

44, rue Saint-Georges Lyon-5"

> POLOGNE 8-28 août TOUT COMPRIS 970 F

Transport: avion.

A la découverte de :

Varsovie, Poznan, Gdansk, Wroclaw. Le Musée d'art graphique de Varsorie.

Le village de Lowicz spécialisé dans l'artisanat du découpage.

Concert d'orgue à la Cathédrale d'Oli-

Palais de Wilanow à Varsovie. Soirée culturelle à Varsovie. Plage, détente, à Gdansk.

- O Circuit d'études :
 - des questions
 - réforme économique, planification socialiste ?
 - conseils ouvriers, syndicats, parti?
 - la presse et la vie politique ?
 - les organisations de la jeunesse, de femmes ?
 - des réponses :
 - rencontres avec :
 les syndicats à Varsovie,
 Gdansk, Wroclaw,
 les organisations paysannes,
 l'union des femmes, chantiers
 navals Gdansk,
 - les organisations de jeunesse, les étudiants.
 - visites d'entreprises, ferme coopérative, centre hospitalier.
- des discussions sur les lieux des visites, autour des thèmes : planification socialiste, réforme économique, santé, société et système socialiste.



Débat sur l'avortement

Le vendredi 28 mai, s'est tenue à Lille, une réunion-débat sur l'avortement. Etaient réunies une cinquantaine de personnes (hommes et femmes). Cette réunion était ouverte à tous ceux que ce problème intéressait; il y eut donc parmi nous quelques membres non adhérents du parti. Parmi ceux et celles qui étaient là, et qui ont bien voulu laisser leur nom et leur adresse, se trouvaient: 10 femmes au foyer; 14 travailleurs (10 femmes, 4 hommes); 2 commerçants (1 homme, 1 femme); 12 enseignants (8 femmes, 4 hommes).

Ces militants et militantes répondaient à l'appel lancé par la Commission mixte de la section de Lille, chargée des problèmes spécifiquement féminins et de ceux posés par la famille.

La participation assez nombreuse à cette réunion nous prouve :

- que le sujet abordé est brûlant;
 qu'il correspond à une préoccupation réelle et profonde de tous;
- que tous et toutes étaient déterminés à chercher des formes d'action.

L'assemblée se scinda en quatre commissions pour faciliter la réflexion, avec un rapporteur pour chaque commission. Ce qui nous a permis de fournir le rapport suivant :

— 500.000 à 1.000.000 d'avortements contre 800.000 naissances, par an, en France (5.000 décès, 10 à 15.000 stérilisées à vie, 200.000 maladies infectieuses). Devant l'ampleur de ce problème, une question se pose :

Pourquoi les femmes avortent-elles?

Causes économiques.

- Coût d'une naissance, de l'éducation, de la santé, de l'entretien des enfants.
- Problème de logement.

Pour beaucoup de familles, plus le nombre des enfants augmente, plus il y a de difficultés de joindre les deux bouts.

Causes idéologiques et psychologiques.

Les jeunes avortent ou se font avorter par pression du milieu extérieur, par contrainte de la société dans laquelle nous vivons (une jeune enceinte hors mariage est très mal vue, peur du qu'en diraton). Pour elles, se posent aussi des problèmes matériels.

Les femmes avortent ou se font avorter également, parce qu'elles refusent la maternité, elles refusent d'être considérées comme des « lapines », des « machines à reproduire », des « pondeuses ». Nous croyons que ce sont ces raisons psychologiques et idéologiques, qui sont les principales causes des avortements. Ils sont plus nombreux en milieu populaire, à cause d'une mauvaise information ou de l'absence d'information sur la contraception. L'avortement est pour elles, un refus de l'enfant, une forme de contraception à posteriori (après coup), un ultime recours.

Face à ces causes? le projet de loi Peyret élargissant les indications d'interruption de grossesse, rendant légaux certains avortements

- Lorsque, du fait de la grossesse, la vie de la mère est menacée dans l'immédiat ou par des complications lointaines.
- Lorsqu'est reconnue l'existence d'une embryopathie incurable devant aboutir à la naissance d'un enfant atteint d'anomalies très graves, corporelles ou mentales.
- Lorsque la grossesse est la conséquence d'un acte criminel ou de violence.

Nous apparaît totalement insuffisant.

Nous dénonçons également la rigueur de la législation sur la contraception (non-remboursement par la sécurité sociale, absence d'information, feuilles à faire signer, dépendance de la femme vis-à-vis du médecin), qui est un obstacle à son utilisation.

Pourquoi l'avortement est-il interdit? Pourquoi une non-information sur la contraception?

Causes économiques.

Intérêt économique de la classe dominante, la bourgeoisie, et de l'état à son service. Il faut reproduire la grande masse des travailleurs (les machines usées se remplacent, les hommes aussi). D'où, la politique nataliste du gouvernement actuel.

Causes idéologiques.

Maintien de la famille dans sa condition actuelle car elle est la cellule de base du capitalisme, dans laquelle se perpétuent toutes les valeurs bourgeoises.

Propriété privée (ma maison, mon auto, ma machine à laver, ma femme).

Division du travail (tâches particulières à la femme qui argumentent pour son maintien au foyer : éducation des gosses, ménage, etc.).

Rôle de la femme qui subvient à l'entretien du travailleur (force de travail).

Hiérarchie (mythe du chef de famille, la femme souvent reléguée au même rang que les enfants). Répression (parents vis-à-vis des enfants. Famille gardienne de l'ordre établi).

Compétition (il faut se faire une situation).

La femme qui n'accepte plus sa condition de pondeuse, qui se révolte, est dangereuse pour le système capitaliste, car tout révolté porte en lui-même une volonté de changement, une autre vie et par là-même est un embryon de révolution. Les exigences que les femmes peuvent avoir sur leur condition même peuvent se reporter sur l'extérieur (dans l'entreprise, dans le quartier, dans les loisirs, etc.). Pour toutes ces causes,

la bourgeoisie emploie des moyens. Refus d'une information de masse sur la contraception et volonté de maintenir ce problème à l'échelon individuel (système D pour chacune, impossibilité souvent de parvenir à entrer en contact avec le planning familial).

Refus de déblocage de crédits pour la recherche médicale (contraception masculine et féminine).

Campagne de presse contre certains contraceptifs (pilule cancérigène, embonpoint, maladies cardiaques, etc.).

Publicité (femme objet, douceur du foyer, servitude, jusqu'aux lames de rasoir qui prennent un visage de femme (douceur des lames).

Utilisation de la morale chrétienne.

Respect de la vie. Il s'agirait de savoir quelle vie ? Quelle vie offret-on aux travailleurs (salaires trop bas, cadences infernales, mauvaises conditions de transports, absence de débouchés).

Quelle vie offre-t-on à la mère lorsque les naissances répétées sont la cause de dépressions nerveuses de suicides?

L'église refuse les contraceptifs, les moyens préconisés sont un frein à une vie sexuelle épanouie.

Position des participants face au problème de l'avortement.

La femme est libre de disposer de son corps, de choisir. C'est à elle, et à elle seule de décider, en dehors de la pression du mari, du médecin, du milieu extérieur, de la société en général.

Nous avons à lutter pour l'avortement libre et gratuit. C'est un pas vers une totale libération de la femme.

Les pays de l'est, où l'avortement est légal, nous prouvent qu'il est en régression lorsqu'il n'est plus clandestin, d'autre part, les risques de mort ou d'infirmité sont absents.

Les problèmes soulevés par certains participants

 La non-possibilité médicale de recourir de multiples fois dans sa vie à l'avortement sans risques graves pour la santé et la vie.
 Le coût psychologique pour certaines par la pratique de l'avortement

— Le fait que par l'avortement ou la contraception, la femme maîtrise sa maternité mais n'est pas forcément maîtresse d'elle-même (pression du mâle pour lui imposer des relations sexuelles qu'elle ne désire pas, exploitation plus grande du fait de l'absence de risques de grossesse).

— La responsabilité du couple étant engagée :

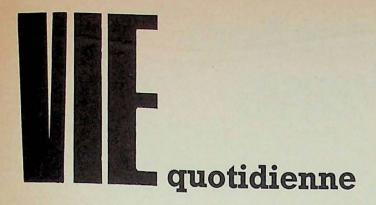
Nous amènent à demander en même temps que l'avortement libre et gratuit une information de masse sur les contraceptifs, et l'éducation sexuelle dès l'enfance.

Moyens de lutte.

Réunions dans les quartiers : — Travail de sensibilisation sur le problème avortement contraception.

Information sur la contraception.
 Vente sur les marchés, dans les quartiers de bulletins de vulgarisation sur ce problème (faits à partir du livre Avortement-Contraception de la M.N.E.F.).





Action sur les transports à Clermont

l. - Pourquoi une campagne sur les transports?

- Une enquête menée en janvier par le P.S.U. dans le quartier de Saint-Jacques (25.000 personnes) révèle que c'est le principal problème ressenti :

coût élevé des billets, plein tarif au-dessus de 4 ans ;

pas de liaisons directes avec les lycées, la gare, la cité administrative;

fréquences et correspondances insuffisantes, etc.

— Le 1° mai: augmentation du billet de 20 % (1,20 F) décidée par le Conseil Général, autorité de tutelle de la compagnie des Transports Clermontois, qui, de fait, est déficitaire, et intéresse de moins en moins d'usagers.

- Les vraies solutions.

Cette situation vient du refus des autorités responsables au niveau local et national de poser le problème politique et les solutions nécessaires.

I. - Priorité absolue aux transports collectifs. Sans elle:

- la ville est livrée aux voitures particulières;

les voies et parkings nécessaires ruinent la collectivité;

 disparition des espaces verts;

 bruit, pollution atmosphérique, etc.

II. - Ils doivent être un véritable service public, réorganisé, modernisé, donc des bas tarifs :

pour être à la portée de tous ; pour dissuader les utilisateurs de voitures particulières;

pour multiplier les usagers (les hauts tarifs les font fuir, ce qui accroît le déficit).

III. - Pour les travailleurs : cartes de transport payées par l'employeur car le temps de transport, pris sur le loisir, sert au travail.

IV. - Pour les scolaires : carte gratuite, payée par l'Etat, en vertu du principe de la gratuité scolaire. III. - La campagne « Transport so-

lidarité ».

- Dès le mois de janvier, un comité des usagers des Transports est constitué à Saint-Jacques. En quelques jours il rassemble plus

de 500 signatures appuyant la revendication du quartier. Cette pétition est portée au Président du Conseil Général Boulay qui donne une réponse évasive.

II. - Au début mai. La hausse des transports provoque une réaction immédiate du P.S.U. et du comité d'usagers de Saint-Jacques auxquels s'adjoignent l'Association syndicale des familles, la C.F.D.T., un comité de quartier, la Fédération des malades.

Ces divers groupements organisent sur plusieurs lignes une campagne massive d'affiches et de tracts et une campagne « transport gratuit » : plusieurs dizaines de voitures particulières munies de macarons sont mises à la disposition des usagers et se substituent aux bus. Plusieurs centaines de personnes sont transportées au cours de quatre matinées de transport gratuit.

Les militants engagent la discussion avec les personnes transportées et leur distribuent des

Une grande sensibilisation est ainsi effectuée — de nombreuses personnes offrent une aide pour participer à la distribution des

Il s'agit de protester contre la hausse:

I. De faire prendre conscience aux usagers qu'ils sont exploités par le système capitaliste (compagnie privée de bus) et ceux qui le gèrent.

II. D'exiger la satisfaction des revendications des usagers.

III. De faire pression sur le Conseil général réuni le 7 juin.

Dernière heure. — Le problème ayant été évoqué au Conseil général, selon les termes du communiqué de « La Montagne », M. le Préfet Doustin demande « de ne pas accorder trop d'importance à une minorité de protestataires, d'autant plus qu'ils n'ont aucune responsabilité à assumer dans ce domaine ». En un mot : payer et se taire. Bel exemple de participation dans la « nouvelle société ».

hommes contre

A. Moutot

En dehors d'œuvres de commande, cocardières et lénifiantes, la guerre de 1914-18 n'a pas pu ne pas inspirer des films d'horreur et de dégoût contre ce grand règlement de compte entre bourgeoisies nationales, livré sur le dos des peuples.

De la guerre et des films

Ainsi Pabst, en Allemagne a donné avec ses « Quatre de l'Infanterie » (1930), un saisissant tableau des combats vécus en raz de tranchées par les hommes de troupes. Le Russe Barnett réalise avec un film encore trop méconnu « Okrania » (1933), une chronique intimiste sur les souffrances de l'arrière qui, pour ne pas être en contact direct du conflit, n'en supporte pas moins la charge écrasante. Par opposition est ridiculisé le contentement bovin des profiteurs de guerre. De même, on n'oubliera pas de sitôt, la fameuse séquence du chefd'œuvre d'Abel Gance « J'accuse » (1938), pourtant commandé par l'armée française : des milliers de morts sortent de leurs tombes, ouvrant les portes des cimetières pour aller hanter les consciences du monde occidental, un peu trop enclin à l'oubli. Enfin. J. Losev distille une amertume corrosive contre la guerre qu'il dénonce au travers du cas de ceux qu'on fusille « pour l'exemple » (King and Country, 1964).

Les sentiers de la honte

Les situations qui ont fourni le thème particulier de chacun de ces films, le réalisateur italien Francesco Rosi, a voulu les embrasser en une fresque grandiose dont la composition s'articule presque exclusivement sur l'hallucinante réalité des combats fratricides. Mais avec « Les hommes contre », Rosi n'a pas voulu payer à la générosité de son propos le prix de la sensiblerie décelable dans certaines œuvres antériqures. La puissance du film est décuplée car à la généralité d'un jugement moral qui défoule plus qu'il ne condamne, Rosi a préféré la riqueur de l'autopsie du corps social en guerre. Il fait preuve de la même minutie que pour la mise en cause de la spéculation immobilière dans « Main basse sur la Ville » ou des crimes de la mafia dans « Salvatore Guliano »

D'emblée se dépage de ce tohubohu sanguinaire, le calvaire de la masse des hommes de troupe: paysans sardes ou ouvriers turinois. Ils sentent sans l'exprimer que le salaire de la mort, que la

bourgeoisie italienne veut lui faire encaisser pour consolider l'unité italienne, est trop fort. Et les allusions - un peu rapides hélas aux fournisseurs, aux armées démontrent bien que derrière le prétexte patriotique, se profile la préservation des intérêts essentiels de la classe bourgeoise et de la perpétuation de ces profits, même pendant une guerre qu'elle a déclenchée. Ce sentiment confus des soldats se manifeste en actes désespérés de délivrance individuelle : mais les déserteurs sont implacablement fusillés. S'il y a passage à la claire conscience de l'oppression, c'est la révolte collective : mais les mutins sont décimés sans pitié.

Conduisant ce bal meurtrier, le général Leone (Alain Cuny), audelà de traits de caractères particuliers et pitraux, figure comme un digne représentant de la caste dont il défend l'hégémonie avec fanatisme. Il entend instaurer en loi suprême la rigueur de ses préjugés idéologiques. Mais, le film jette la lumière crue de la vérité sur les réactions de ses soldats : l'obéissance n'est que résignation ou haine contenue; l'héroïsme se révèle folie ou peur extrême.

Entre ces deux pôles se joue le drame des deux autres officiers présents dans le film. L'anarchiste (Gian Maria Volonte) périra après avoir exhorté ses soldats à tirer contre leur propres généraux, leurs véritables ennemis. Quant au jeune bourgeois (Mark Frechette), interventionniste fervent et idéaliste à l'université, il préférera désobéir à l'aveuglement militariste qui conduit à la boucherie.

Un art formateur en tant qu'art

« Les hommes contre », film fait tout d'une pièce, n'offre aucune prise à l'accrochage émotionnel du spectateur. La neutralité du ton est une invitation pressante et permanente à la distanciation qui porte à la réflexion politique. La rigueur de la démarche, ne manquera pas de surprendre, mais Rosi n'a voulu fournir aucune possibilité d'évoquer trop facilement certains problèmes. Sur une époque où faute d'avoir pu instaurer le socialisme, le mouvement ouvrier fut livré à la barbarie, Rosi a réalisé une œuvre puissante qui n'apaise pas. Au sens d'une œuvre formatrice politiquement et accomplie esthétiquement. c'est une œuvre d'art.

PANTHÉON

La fin des Pyrénées

13, rue Victor-Cousin ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Iuttes intermationales

Communiqué des étudiants mauritaniens en France

Depuis la visite-inspection de Pompidou en Mauritanie, la lutte qui oppose le régime néo-colonial au mouvement démocratique a pris de nouvelles dimensions. Il semble de toute évidence que l'impérialisme français veuille par l'intermédiaire de ses valets locaux liquider définitivement le mouvement syndical.

Plusieurs dirigeants syndicaux furent emprisonnés sans motifs. Une grève générale déclenchée à la suite de ces arrestations est sauvagement réprimée : tous les grévistes sont révoqués ou suspendus de leur fonction ; ils ont en outre été expulsés de leur logement. Malgré ces mesures de type fasciste, le mouvement de grève ne désarme pas. Au contraire, il se renforce de jour en jour et la lutte du peuple mauritanien contre l'impérialisme ne cesse de se développer et de s'étendre. Ses développements méritent d'être portés à la connaissance de l'opinion internationale et particulièrement française.

 Le 1" mai, les travailleurs mauritaniens sont empêchés de célébrer cette fête que la classe ouvrière a arrachée après de longues années de lutte; le régime néocolonial interdit toute manifestation en dehors de celles qu'il organise sous le patronage du traître Fall Malick qu'il tente depuis longtemps d'imposer aux travailleurs. Ces derniers décident de se rendre au meeting gouvernemental pour protester contre cette mesure arbitraire; ils sont accueillis par des grenades lacrymogènes et les coups de matraque des forces de répression. Il y eut plusieurs bles-

— Le 10 mai, les dix-neuf syndicalistes détenus arbitrairement depuis le 10 janvier déclenchent une grève de la faim pour exiger d'être jugés. Le régime tente d'étouffer cette grève en les isolant totalement. Une manifestation organisée par les parents et les femmes des militants emprisonnés se déroule le 11 mai pour exiger de les voir.

Ils auront gain de cause le jour même.

Dès le 12, des manifestations de soutien aux grévistes de la faim ont lieu, principalement à Nouakchott plusieurs interpellations eurent lieu surtout à l'occasion de la grande manifestation populaire qui s'est déroulée le 13. A la suite de ces manifestations et en prévision du procès qui, sous la pression populaire, a dû être fixé pour le 18, une véritable chasse aux militants syndicalistes a sévi. Plusieurs d'entre eux sont soit détenus, soit expulsés de Nouakchott pour être assignés en résidence surveillée dans les coins de brousse les plus reculés. D'autres sont tout simplement contraints à vivre dans la clandestinité.

Le 16 mai, ce fut à Atar que se déroula l'une des plus imposantes manifestations populaires. Pour protester contre la fascisation et exiger la libération des emprisonnés, les manifestants ont occupé la résidence du gouverneur et y ont tenu un très grand meeting. Après cette manifestation, seize démocrates furent arrêtés et ils sont jusqu'à présent détenus à Atar.

C'est dans cette atmosphère de lutte que s'est tenu le procès des dix-neuf syndicalistes. Ce procès, bien que tenu à huis-clos, fut une véritable accusation du régime. Son résultat est une grande victoire pour le mouvement démocratique mauritanien. En effet, tous les détenus furent libérés; sept d'entre eux sont condamnés à deux mois de prison avec sursis.

Mais le mouvement de grève se poursuit car la victoire n'est que partielle: plusieurs syndicalistes sont encore détenus, d'autres sont persécutés: les libertés démocratiques et syndicales sont toujours confisquées par le régime et un grand nombre de travailleurs sont encore licenciés pour fait de grève.

Les travailleurs mauritaniens sont plus que jamais déterminés à poursuivre leur lutte et particulièrement la grève qui se déroule depuis janvier jusqu'à leur victoire finale.

Cette lutte qui se développe très rapidement depuis les massacres de Zouerate en mai 1968 où plusieurs ouvriers furent tués pour avoir lutté contre l'exploitation féroce dont ils sont victimes de la part de la grande société impérialiste MIFERMA, est par essence dirigée contre l'impérialisme et en particulier l'impérialisme français.

C'est pourquoi tous les démocrates anti-impérialistes français doivent la soutenir. Ce soutien doit se traduire à l'heure actuelle par une dénonciation de la fascisation montante du régime néo-colonial de Ould Daddah.

Morale du combattant révolutionnaire cambodgien

Le combattant doit avoir trois hautes qualités :

- Etre prêt à servir avec la plus grande joie sur le front le plus difficile.
- Exécuter avec application toute directive et décision de l'organisation.
- 3. Obéir à la discipline avec la plus haute conscience.

Douze préceptes du combattant :

- 1. Respecter, aimer et servir la masse ouvrière et agricole.
- N'importe où il arrive, le combattant sert le peuple de la région de tout son cœur et de toutes ses forces.
- Ne pas léser le peuple, ni par une parole, ni par un piment.
- Si une faute est commise, s'excuser tout de suite. Dédommager toute atteinte à l'intérêt du peuple.
- Parler, dormir, marcher, manger, s'habiller, se tenir debout ou assis comme le peuple.
- Ne prendre aucune nourriture, aucune boisson, ne rien fumer, qui soit contre-révolutionnaire.
- 7. Ne jamais jouer aux jeux de hasard.

- Ne jamais toucher à l'argent ou aux biens du peuple, même un sou, un bol de riz, ou un comprimé.
- Etre toujours doux envers le peuple, mais avoir le plus vif ressentiment envers l'ennemi.
- 10. Aimer et se sacrifier toujours.
- 11. Lutter contre l'ennemi et contre tout obstacle et oser se sacrifier sans réserve.
- 12. Ne jamais commettre de violences à l'égard des femmes.

Quatre « négations » :

- n'avoir rien su;
- n'avoir rien vu;
- n'avoir rien entendu;
- n'avoir rien dit.

Bonnes attitudes :

- Oser réfléchir;
 Oser agir;
 Oser prendre une responsabilité.
- Maîtrise;
 Elaboration;
 Dynamisme.
- Sérieux ;
 Patient dans la difficulté ;
 Endurant, souple et résistant.
- Agilité;
 Habileté;
 Souci du progrès.

Des Christs par milliers

Le propos est beau : faire surgir, par le rapprochement (l'affrontement, plutôt) entre le texte de la Passion et des images de notre monde, une nouvelle lecture et de l'Evangile et des événements. L'Evangile, dépoussiéré, tiré de son armoire à fossiles, acquiert une surprenante actualité; les évé-nements, reliés les uns aux autres par le même fil conducteur, apparaissent dans un même contexte de lutte pour la liberté, contre les oppresseurs de tout ordre. Il arrive que le spectateur reçoive l'ensemble, catapulté par la musique de Bach (le son est extraordinaire) comme un coup de canon sa-lutaire. On n'a pas l'habitude de voir des C.R.S. en regard d'un texte sur les bourreaux

Ça se gâte sérieusement à chaque fois qu'entrent en scène les personnages de l'histoire (à mon avis plutôt nébuleuse au niveau du récit) inventée par le réalisateur. Là encore, l'idée n'est pas bête : un jeune est mort, tué par la police; son père décide de faire une exposition qui, préraire une exposition qui, pre-cisément, illustrera le thème même du film : la Passion se déroule tous les jours dans la rue — les faits et gestes des personnages jouant en quelque sorte le rôle de contrepoint par rapport aux événements présentés. Mais le mélange entre cette histoire et les documents filmés donne un résultat exactement opposé à celui que l'on pouvait attendre. Les personnages, en effet, sont d'un milieu aisé, s'habillent chic, parlent comme des livres. Le contraste avec les gosses brûlés du Vietnam est déjà choquant (au sens visuel). Mais comme si ça ne suffisait pas, le réalisateur a choisi de les filmer de la fa-çon la plus « artistique » qui soit, avec effets d'ombre et de lumière, répétitions, ralentis, travellings circulaires en veuxtu, en voilà, gestes et attitudes savamment étudiés, composi-tion léchée de l'image, etc. Bref, « Marienbad » dans un film sur le Vietnam. Je crois bien que l'expression de caméra bourgeoise, si elle a un sens, ne l'a jamais tant eu que dans ce film, en raison, précisément, de la juxtaposition de ces images « artistiques » avec les tranches d'actualité qui nous sont livrées. Ça suffit à démolir complètement le film et à lui enlever toute portée. Tout au plus peut-il avoir valeur d'exemple, pour ainsi dire au second degré : il est toujours intéressant (et instructif) de voir un film sabordé malgré le réalisa-teur par la force des images elles-mêmes — ici, celle des ouvriers matraqués, des Vietnamiens sous les bombes, des Noirs lynchés, etc. C'est la condamnation absolue (par l'absurde) de la bonne conscience petite-bourgeoise.

l'oubliais : il y a trois écrans, l'image de celui du centre est floue et il arrive que tout tombe en panne...

Découverte Culture



Les Guyons, un village dans les Alpes, sur la route Napoléon, à 20 km de Briançon.

- Un village en autogestion pendant le mois d'août, pour récupérer après onze mois de travail;
- o un village pour tous, jeunes, militants, familles, enfants; des possibilités de randonnées nombreuses pour découvrir la région (étapes dans les chalets de berger);
- o des possibilités de travail avec les paysans (aide pour
- les fenaisons);
 des possibilités de courses en haute montagne, promenades touristiques, randonnées équestres, vol à voile.

Les participants organiseront eux-mêmes l'animation culturelle et politique du village (l'infrastructure matérielle est assurée par Découverte et Culture, intendance, cuisine, services, animation pour les enfants).

Prix tout compris : 150 F par semaine (réduction pour les enfants).

Tous renseignements à :

Découverte et Culture 94, rue N.-D.-des-Champs Paris-6 Tél.: 325-00-09

Découverte et Culture 44, rue Saint-Georges Lyon-5e

Éditions du P.S.U.

LUTTES DE CLASSES EN ESPAGNE

L'exemplaire: 3,50 F

Par 10 exemplaires minimum: 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -PARIS 15" - C.C.P. 58 26 65 Paris

BONNES VACANCES

A PESCARA (Italie), au bord de l'Adriatique, une immense plage de sable fin, des bungalows dans une très belle pinède, toutes les distractions d'un grand centre de vacances. Une réalisation ENAL, la grande association de loisirs des travailleurs italiens, qui réserve 30 places à des familles françaises, par l'intermédiaire d'Arvel.

18 juillet/1^{er} août 15 août/29 août

360 F tout compris (logement et nourriture)

ARVEL Paris Boîte postale nº 96-06 Paris-6° Tél.: 306-82-68 (15 h.-19 h.)

ARVEL Lyon 78 bis, rue du 8 mai 1945 69-Villeurbanne Tél. 84-81-24

PARTI SOCIALISTE UNIFIE



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel



Interviews recueillies par Noël Monier

en souscription

240 pages parution au VII^e Congrès prix 13 F

Format 14 × 20

Bon de commande à « Tribune Socialiste » 54, bd Garibaldi, PARIS XV

C.C.P. Paris 5826 65

Hebdomadaire du P.S.U.

Directeur de la Publication Guy Degorce

Administration : 9, rue Borromée PARIS (15°)

•

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

22 F 43 F 1 ans de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriame, 61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9º

Le présent numéro est tiré à 29.000 exemplaires

Photos dans ce numéro : Collombert (p. 2, 3, 4, 5, 6, Elie Kagan (p. 6). D.R. (p. 11).

De Thiers à Charles X, on n'arrête pas le progrès

André Bielany

Le régime Chaban-Delmas est décidément un concentré des pages les moins glorieuses de l'histoire de ce pays. Nous connaissions déjà son visage à la Bonaparte, sa silhouette façon Thiers, sans parler d'un teint pétainiste que l'on pense aux récentes déclarations du président Pompidou sans parler non plus d'un esprit général d'ordre moral. Aujourd'hui c'est la page Charles X qui s'ouvre, ce qui représente un indéniable progrès dans le sens de la clarté et fait oublier un instant Monsieur Thiers.

Charles X, on s'en souvient, en voyant son trône menacé par la montée de la bourgeoisie libérale, les suffrages des électeurs réclamant le départ du ministre Polignac, avait décidé de passer outre à la volonté populaire, et de signer quatre ordonnances le 25 juillet 1830 pour modifier les lois trop gênantes. L'une de ces ordonnances notamment, suspendait la liberté de presse rétablissant l'autorisation préalable, une seconde modifiait la loi électorale, le tout en violation flagrante de la Charte. La nouvelle de ces ordonnances provoqua des attroupements qui déclenchèrent le soulèvement de

Si l'on a de bonnes raisons de penser que Paris ne se soulèvera pas en juillet 1971, la manœuvre du ministre de l'Intérieur appuyé par la majorité parlementaire avec la complicité tacite des apôtres de la « Nouvelle Société » à commencer par Chaban, cette manœuvre contre une des lois les plus précieuses aux libertés républicaines, est un événement dont la presse n'a pas toujours mesuré la gravité, tant s'en faut. Aussi est-ce avec la plus grande apathie que le public a réagi à la nouvelle, passée pour ainsi dire, inaperçue, d'une atteinte grave à la liberté d'association.

Comme on mutile une loi en la « précisant »

Cette liberté d'association, aussi fondamentale que la liberté d'expression ou que celle de réunion est garantie et définie par une loi de juillet 1901 qui est l'œuvre d'Emile Loubet sous la ministère de Waldeck-Rousseau. Elle est venue à point compléter l'héritage de la Révolution française à une époque de plein épanouissement de la vie publique en France et en particulier, du mouvement ouvrier.

Sans entrer dans les détails, nous nous contenterons d'indiquer qu'elle autorise les citoyens à se grouper comme ils l'entendent à des fins matérielles, mais aussi politiques, artistiques, philanthropiques, etc., à la seule condition pour bénéficier de la capacité juridique, de déposer les statuts de la nouvelle association auprès de l'autorité préfectorale qui, à son tour, et automatiquement, délivre un récépissé de déclaration. Le récépissé et la parution de la déclaration au Journal Officiel confèrent à l'association son statut légal. C'est tout.

Dans l'esprit des législateurs de la troisième République, les abus seraient réprimés a posteriori, c'est-à-dire quand il aurait été établi que l'association tend à violer la légalité. On voit donc assez bien que la loi de 1901, loin d'être parfaite, s'efforce de protéger les citoyens contre tout abus de pouvoir de l'Etat et de son administration, contre le régime préventif.

Or, prétendent les complices de Marcellin, la loi de 1901 a donné lieu à des abus de droit que l'on ne peut que sanctionner après coup. A qui pensent-ils donc? Réponse de Marcellin : « La Gauche Prolétarienne, après 82 attentats commis au début de 1970 est dissoute par décret... Son journal s'appelle La Cause du Peuple. Une Association des Amis de la Cause du Peuple se constitue et dépose ses statuts... le préfet s'est trouvé contraint d'accepter la reconstitution d'une ligue dissoute qui put ainsi obtenir une personnalité juridique. » On le voit, ce ne sont pas des associations de malfaiteurs ni des sociétés de trafiquants ou d'exploiteurs que vise le ministre, mais des associations de caractère politique dont l'activité le contrarie. C'est pourquoi le gouvernement « pour sortir d'une situation absurde » a décidé de rédiger un projet de loi qui « précise », lisez : « mutile », la loi de 1901.

Ce projet repoussé à deux reprises par la Commission des lois, s'est transformé en un amendement à l'un des articles de la fameuse loi, et vise à permettre, sous certaines conditions rassuret-on, de surseoir à la délivrance du récépissé si l'autorité juge au regard des intentions préconisées des fondateurs, que l'association a un objet attentatoire aux lois, aux mœurs ou aux institutions républicaines. Dans ce cas, l'autorité judiciaire aura le soin de décider, dans un bref délai, de la possibilité de surseoir à la remise du récépissé.

En l'absence de nombreux parlementaires

Pas besoin de se lancer dans une exégèse scrupuleuse des textes pour en résumer le sens : malgré les « rectifications » apportées au projet gouvernemental, malgré les assurances données ici et là, il s'agit bel et bien d'un retour à l'autorisation préalable. Comme au temps de Charles X! — sous une forme nuancée — en d'autres termes hypocrite, - qui ne doit tromper personne. Précisons, bien que nous ne soyons pas spécialisés dans la chronique parlementaire, que le projet a été discuté dans des conditions tout à fait scandaleuses, de nuit, en l'absence de nombreux parlementaires et du Premier ministre pourtant présent à l'ouverture des précédents débats : « à la sauvette » commentait un quotidien parisien et dans l'ambiance des mauvais coups. David Rousset mis à part, il fallait être député de la majorité pour ne pas retrouver les beaux accents de l'indignation et pour ne pas dénoncer la menace que le projet fait planer sur l'héritage démocratique confié à la Ve République.

Pour notre part, nous ne clamerons pas scandale car nous savons
depuis longtemps où mènent les
exigences du maintien de l'ordre
devenu objectif prioritaire d'une
stratégie réactionnaire. Du reste,
David Rousset de mandait:
« Qu'est-ce qu'une démocratie qui
cesse d'être elle-même dans l'espoir de se perpétuer? » (!) La réalité est simple: il suffira qu'une organisation même pacifique et léga-

liste veuille combattre le pouvoir pour qu'elle risque d'attendre plusieurs mois avant d'être juridiquement reconnue. Or c'est précisément en période de crise que de nouvelles associations tendent à surgir pour se substituer à de plus traditionnelles et si l'on parle de crise, c'est de crise du capitalisme.

Le champ est laissé libre à l'arbitraire

Au-delà des membres de l'ex-Gauche Prolétarienne, Marcellin vise les révolutionnaires et les progressistes qui voudront renouveler leurs formes de combat. Pour ce-la, il laisse le champ libre à l'arbitraire des préfets ou procureurs de la République en matière de jugement politique. En vérité le projet gouvernemental n'est pas qu'une limitation, mais une négation de l'esprit qui a présidé à l'élaboration de la loi.

En nouveau Polignac, Marcellin dispose d'un pouvoir absolu puisqu'aussi bien il règne sur le pouvoir législatif et bénéficie de l'apathie de l'opinion publique. Cela ne veut pas dire que la situation lui soit définitivement favorable, tant il est vrai que quand un régime se rend coupable de telles mesures, il révèle la crise qui le mine. Les atteintes aux libertés, comme la dégradation de la justice, en contradiction flagrante avec la poli-tique de « Nouvelle Société », et les déclarations lénifiantes des Pompidou et autres Chaban sont signe qu'il y a quelque chose de plus en plus « pourri dans le royaume de France ».

Simplement et dans l'immédiat, même si du fait de l'opposition du Sénat et de la prudence du Conseil constitutionnel, Marcellin n'a pas encore tout à fait gagné sa partie, les intentions du gouvernement sont claires et l'on assiste à l'accélération du processus qui ne doit prendre de court ni l'opinion démocratique, ni le mouvement ouvrier. L'événement, car c'en est un, de jeudi matin, cette sorte de putsch parlementaire, sonne com-me un avertissement aux organisations qui ont à décider de leurs méthodes de lutte contre la réaction dont on ne saurait attendre qu'elle s'arrête en si bon chemin. 🗌